



ECOWAS COMMISSION  
COMMISSION DE LA CEDEAO  
COMISSÃO DA CEDEAO



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Programme  
Alimentaire  
Mondial

# ÉVALUATION DES RISQUES ET DE L'IMPACT DE LA CRISE RUSSO-UKRAINIENNE SUR LA PRODUCTION AGRICOLE DANS LA RÉGION DE LA CEDEAO

## Principaux résultats



# Sommaire

Préface.....	3
Acronymes et Abréviations.....	4
I- Contexte et justification.....	5
II- Objectifs.....	6
III- Méthodologie d'évaluation rapide.....	7
IV- Les principales conclusions de l'étude.....	7
La dépendance à l'égard des importations de céréales non significative au niveau sous régional.....	7
Risque accru de pénurie d'engrais.....	9
Inflation et dépréciation de la monnaie.....	12
Risque accru d'une nouvelle crise de la dette plus difficile que dans les années 70 et 80 pour certains pays.....	13
Augmentation généralisée du prix des denrées alimentaires de base.....	14
L'augmentation du prix des hydrocarbures.....	16
V- Recommandations.....	18
Mesures à court terme.....	18
Mesures à moyen et long terme.....	19

# Préface



Sékou SANGARE : Commissaire Agriculture Environnement et Ressources en Eau CEDEAO

Cher Coordonnateur sous-régional

Je remercie la FAO et le PAM pour la disponibilité et le professionnalisme qui ont servi de ferments pour produire avec les pays, le rapport de cette étude de cartographie des effets de la guerre russo-ukrainienne sur les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

Le temps pour le produire était très court, mais l'engagement aussi bien de la consultante internationale que des équipes conjointes FAO/PAM pays, ainsi que l'appui constant du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest et du Bureau Régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi que l'appui de l'IFDC/USAID ont permis d'aboutir à ce résultat.

Je vous en remercie vivement.

Les résultats des études et des enquêtes ont été présentés lors de la réunion technique des experts du 17 mai 2022, qui a servi à préparer le Comité Technique Ministériel Spécial sur l'Agriculture (CTMS-Agriculture) du 19 mai 2022 sous l'autorité du Dr OWUSU AFRIYIE AKOTO, Ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture du Ghana (Président en exercice du CTMS Agriculture de la CEDEAO). Celle-ci a été l'occasion d'échanges avec les Ministres des pays membres ou leurs représentants, ainsi qu'avec les Organisations Professionnelles Agricoles, le secteur privé représenté par le Bureau Exécutif et les membres de l'Association Ouest Africaine des professionnels des fertilisants (WAFA), les Banques Régionales de Développement (la BIDC et la BOAD) et les Partenaires Techniques et Financiers du secteur de l'agriculture et de l'alimentation. Les mesures opérationnelles pour mettre en œuvre les orientations ministérielles ont été définies le 2 juin par un Sous-Comité Ministériel présidé par SEM le Ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture du Ghana.

Elles ont abouti au lancement d'une initiative régionale majeure pour faire face à l'approvisionnement des agriculteurs de la région en intrants agricoles notamment en engrais, de faciliter les échanges par la réduction des entraves à la circulation des denrées alimentaire et des intrants agricoles et surtout de faire des engrais

un produit stratégique sans frontière accessible à tous les agriculteurs dans tous les pays de la région sans exception aucune.

Les conclusions et les recommandations de la réunion ministérielle, alimentées, entre autres, par le contenu de ce rapport, ont déjà été traduites en une Note d'aide à la décision/Mémorandum soumise pour endossement au prochain Conseil Statutaire des Ministres des 29-30 juin 2022 et également au Sommet des Chefs d'État de la CEDEAO du 3 juillet 2022. Les décisions à prendre favoriseront entre autres :

- la préférence régionale pour les producteurs et fournisseurs industriels d'engrais déjà installés dans les pays membres et disposant de capacité de production suffisantes d'engrais pour répondre en qualité et en quantité à la demande en fertilisants ;
  - la mise en place d'achat groupé d'engrais par les importateurs en négociant ensemble les couts d'achat à l'usine et les transports ;
  - l'accompagnement de la filière des intrants par les Gouvernements
  - la disponibilité des banques régionales à travailler ensemble y compris avec les banques commerciales et en mettant en en place des financements adaptés
  - la poursuite des investissement pour valoriser les gisements existant dans les pays ;
  - la levée de toutes les entraves à la libre circulation des engrais et des semences ;
  - la disponibilité et l'accès des agriculteurs aux intrants dans les zones de production ;
  - le soutien de tous les Partenaires Techniques et Financiers internationaux dont la FAO, le PAM, l'AFD, la BAD, la BADEA, l'AFREXIMBANK, la Banque Mondiale, etc.
- De ce qui précède, la CEDEAO confirme et approuve les conclusions de ce rapport. Enfin, je voudrais conclure en souhaitant à toutes et à tous, une bonne lecture de ce rapport tout en renouvelant mes remerciements à tous les acteurs pour leurs contributions de qualité à ces résultats intermédiaires et je les invite à la mise en œuvre des décisions et engagements pris pour la souveraineté alimentaire et nutritionnelle collective en Afrique de l'Ouest.

Très respectueusement

Sékou SANGARE  
Commissaire Agriculture Environnement  
et Ressources en Eau, CEDEAO

# Acronymes et Abréviations

<b>AFD</b> <b>AFREXIMBANK</b>	Agence Française de Développement Banque africaine d'import-export
<b>BAD</b> <b>BADEA</b> <b>BCEAO</b> <b>BDC</b>	Banque Africaine de Développement Banque arabe pour le développement économique en Afrique Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest Bureau de Change
<b>CAF</b> <b>CEA</b> <b>CEDEAO</b> <b>CILSS</b> <b>CVE</b>	Coût, Assurance et Fret Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel Cabo Verde Escudo
<b>DAP</b>	Diammonium Phosphate
<b>FCFA</b> <b>FAO</b> <b>FMI</b>	Franc de la communauté financière africaine Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture Fonds Monétaire International
<b>GHS</b> <b>GNF</b>	Ghanaian Cedi Franc Guinéen
<b>LRD</b>	Liberian Dollar
<b>Kg</b>	Kilogramme
<b>MAP</b>	Phosphate Monoammonique
<b>NGN</b> <b>NPK</b>	Nigerian Naira Azote, Phosphore et Potassium
<b>SLL</b>	Sierra-Leone Leone
<b>PAM</b> <b>PDI</b> <b>PIB</b>	Programme Alimentaire Mondial Personne Déplacée Interne Produit Intérieur Brut
<b>TSP</b>	Triple Super Phosphate
<b>UEMOA</b> <b>USAID</b> <b>USD</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine United States Agency for International Development United States Dollar
<b>XOF</b>	Code du franc CFA

# I - Contexte et justification



Depuis plus d'une décennie, les crises alimentaires et nutritionnelles frappent de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest avec des fréquences de plus en plus rapprochées et une ampleur croissante. Ces crises sont à la fois structurelles et conjoncturelles et illustrent une dégradation importante des conditions de vie et des moyens d'existence des ménages.

Cette situation de crise alimentaire qui est particulièrement aggravée au Sahel, a réellement explosé ces dernières années sous l'effet conjugué de l'insécurité physique des citoyens engendrée par le terrorisme, le banditisme, les conflits intercommunautaires ainsi que le changement climatique et la pandémie de la Covid 19. En conséquence, cette situation a provoqué des déplacements importants avec environ 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) dans la région, dont 1,8 million au Burkina, 300 000 au Niger, plus de 2 millions au Nigéria et 400 000 au Mali, ainsi que la fermeture de plusieurs marchés, centres de santé et écoles.

La persistance de la crise affecte les moyens de subsistance et perturbe les flux commerciaux ainsi que la mobilité des personnes – y compris la transhumance pastorale. Pour ce faire et une partie une frange importante de la population du Sahel n'arrive plus à cultiver et préfère abandonner les champs et les villages.

Les pays de la CEDEAO sont confrontés à des situations économiques fragiles, à une croissance démographique rapide, à une urbanisation accélérée et à des défis de gouvernance. Ces pays sont peu résilients aux chocs endogènes et exogènes. Le changement climatique et les pandémies, comme Ebola et Covid-19, ont eu des conséquences désastreuses, dont les effets sont encore perceptibles. Les mesures de restriction des déplacements et des échanges prises par les pays du fait de la pandémie à corona virus ont fortement affecté les économies et les moyens d'existence dans les pays. Selon une étude de la CEDEAO (impact covid-19, 2021), les restrictions liées au Covid ont entraîné une augmentation soutenue du prix des aliments de base combinée à une réduction de l'assiette fiscale des États. Cette réduction de l'assiette fiscale a conduit à un important

déficit budgétaire de -6,4% en 2021. Selon la même étude, l'extrême pauvreté a augmenté de 3 %, atteignant 34 % de la population.

C'est donc dans ce contexte difficile d'augmentation des coûts de la logistique du transport international, de l'énergie et de la restriction des déplacements (fermeture des frontières), qui ont conduit à des hausses de prix généralisées sur les marchés, que le conflit russo-ukrainien a éclaté. La Russie et l'Ukraine sont respectivement deux grands fournisseurs mondiaux d'engrais azotés et potassiques, et qu'ils contribuent à l'approvisionnement en unités de production d'engrais composés installées ou fournisseurs d'engrais complexes en Afrique de l'Ouest et au Sahel. La consommation annuelle d'engrais est estimée entre 3,5 et 4 millions d'engrais. Fin novembre 2021, les prix des engrais CAF avaient déjà plus que triplé.

Cette situation a gravement perturbé l'approvisionnement en engrais pour la campagne agricole 2021/2022 en cours, et on s'attend à ce que plus de 1 500 000 tonnes d'engrais ne soient pas fournies aux agriculteurs, en particulier au détriment des cultures vivrières.

Une prolongation du conflit pourrait exacerber encore davantage les problèmes de la région, avec des conséquences économiques, alimentaires et politiques désastreuses.

C'est dans ce contexte qu'un groupe de travail sous-régional a été créé pour mener une analyse des effets de la crise en Ukraine sur la situation socio-économique, alimentaire et nutritionnelle dans la région de la CEDEAO. Le groupe de travail comprenait des représentants de la FAO, du PAM, de la CEDEAO, du CILSS et de l'UEMOA et supervise les travaux des experts techniques des institutions concernées.

## II- Objectifs

Cette évaluation vise à fournir des preuves sur les risques associés au conflit russo-ukrainien dans chacun des 15 pays de la CEDEAO mais aussi au niveau sous-régional. Sur cette base, les objectifs spécifiques de l'étude sont les suivants :

- Évaluer les risques associés au conflit russo-ukrainien sur la production agricole, le

commerce et les prix des produits agricoles et les risques humanitaires qui pourraient survenir dans les 15 pays d'Afrique de l'Ouest.

- Identifier et proposer des mesures pour atténuer la crise alimentaire émergente dans la région afin de mieux renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires de la sous-région.



### III- Méthodologie d'évaluation rapide

L'évaluation a porté sur les 15 pays de la CEDEAO, à savoir : Bénin, Burkina, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Gambie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Elle a utilisé une combinaison d'approches pour répondre aux objectifs fixés, y compris un examen approfondi de la littérature et l'analyse des données secondaires.

L'étude ciblait les intervenants des secteurs public et professionnel ainsi que ceux du secteur privé et de la communauté. Dans chaque pays, les points focaux du PAM et de la FAO ont collecté des données quantitatives et qualitatives du 25 avril au 10 mai 2022, par le biais d'entretiens directs semi-structurés. Les données ont été collectées à l'aide d'outils spécifiques, y compris des guides d'entrevue et des formulaires de collecte de données,

auprès des ministères chargés de l'agriculture, du commerce et des finances pour le secteur public.

Les données quantitatives étaient liées à la production agricole, au commerce, aux prix des produits agroalimentaires et des engrais importés, au coût des hydrocarbures et aux informations sur les risques humanitaires (projections à partir des données de la période de soudure de juin 2022). La composante qualitative du questionnaire ciblait les acteurs du secteur privé et les organisations de la société civile pour recueillir leurs expériences sur les difficultés ressenties dans leurs secteurs respectifs du fait de la crise et leurs recommandations afin de faire face à la situation. Une triangulation a été faite entre ces différentes sources de données pour mieux comprendre les risques éventuels de la crise russo-ukrainienne sur la région.

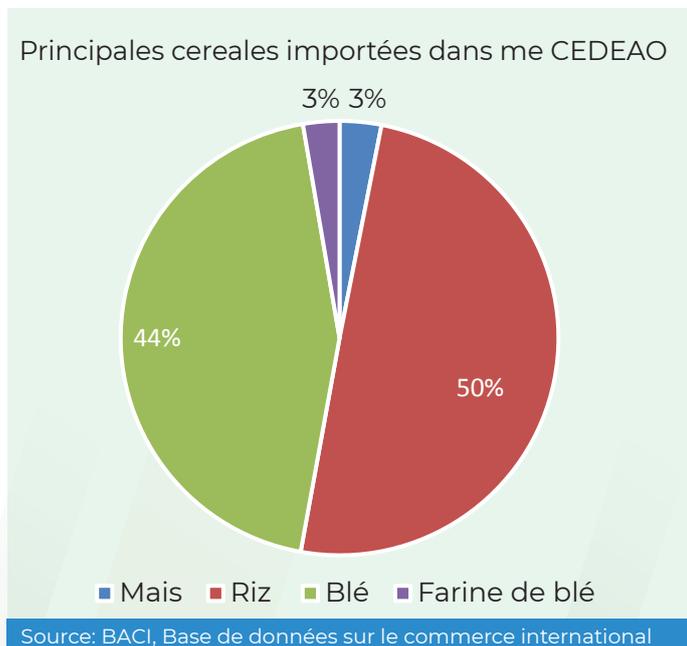
### IV- Les principales conclusions de l'étude

Cette étude a montré que la dépendance des pays de la CEDEAO vis-à-vis des pays en conflit les rend encore plus vulnérables aux fluctuations extérieures et menace l'environnement sociopolitique.

La hausse des prix des engrais chimiques dont la Russie et l'Ukraine sont les principales sources d'importations pour plusieurs pays de la région est une menace pour la prochaine saison agricole.

#### La dépendance à l'égard des importations de céréales non significative au niveau sous régional

Graphique 1: Importations de céréales dans la CEDEAO

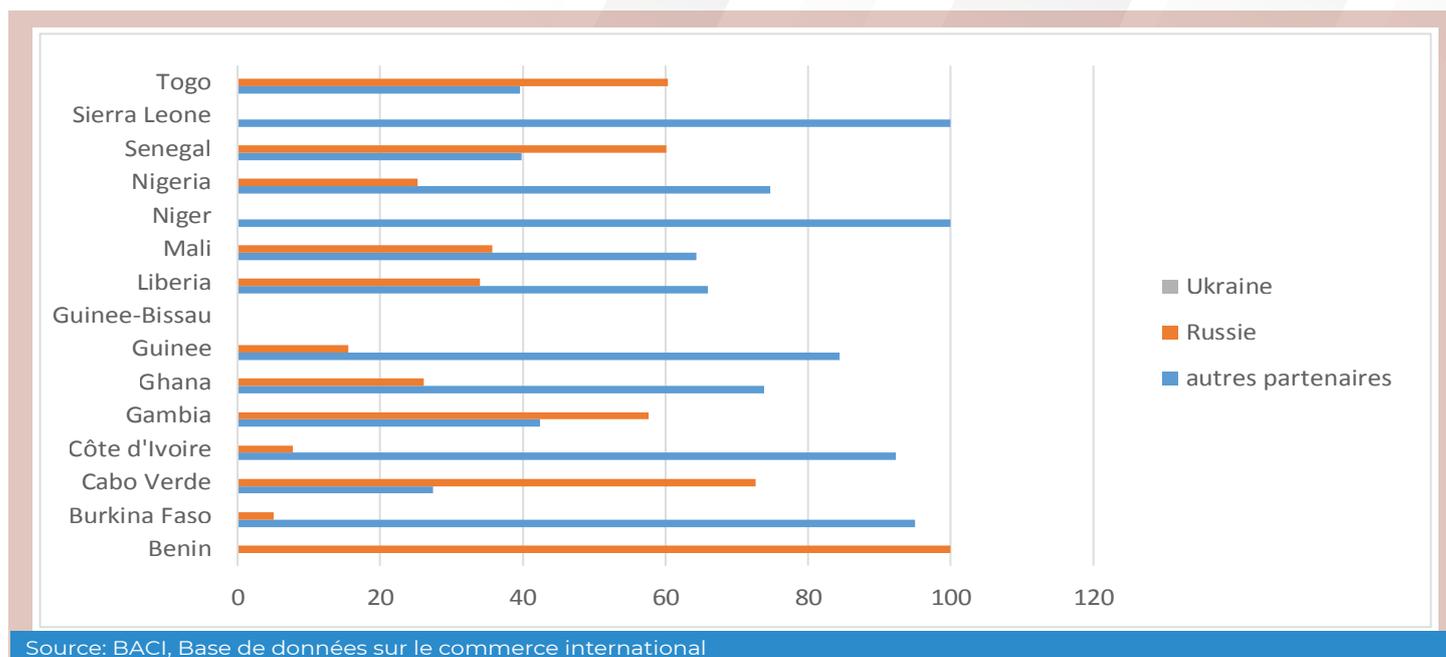


#### Les céréales principalement importées dans la CEDEAO

Le riz et le blé sont les principales céréales importées, représentant respectivement 50% et 44% des céréales importées dans la sous-région de la CEDEAO. Toutes céréales confondues, au niveau de la CEDEAO, les importations de céréales en provenance de Russie et d'Ukraine étaient d'environ 12% en 2020.

Bien qu'au niveau régional, la dépendance à l'égard du blé ne soit pas significative, lorsque nous regardons au niveau des pays, de nombreux pays seront gravement touchés par la crise en Ukraine. Des pays comme le Bénin, le Cabo Verde, la Gambie, le Sénégal et le Togo dépendent fortement de ces deux pays (plus de 50% de leurs importations de blé proviennent du commerce avec la Russie et l'Ukraine (voir graphique 2 ci-dessous).

**Graphique 2 :** Importations de blé (%) par provenance (2020)



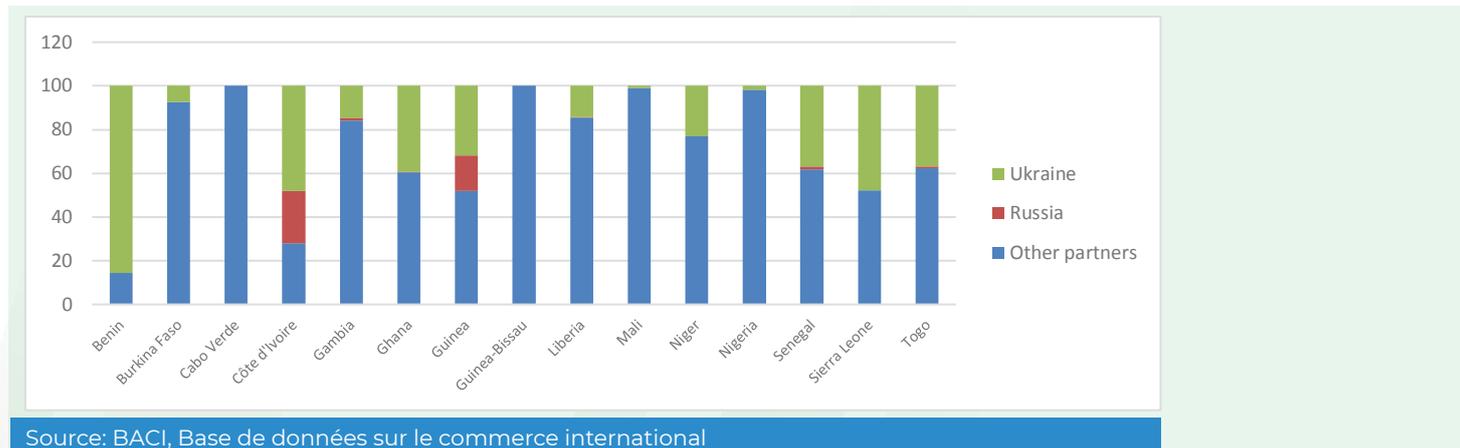
## Les huiles végétales

En ce qui concerne les huiles végétales, les données collectées et analysées ont mis en exergue la prédominance d'une huile sur toutes les autres au niveau des 15 pays de la CEDEAO. L'huile de palme occupe la première place des importations d'huile végétale et représente plus de 85% des parts de ce secteur. Toutes les autres huiles végétales regroupées ne représentent que 15% du volume des importations de ces produits. Toutefois, il faut signaler que l'importation des huiles végétales autres que l'huile de palme est en train d'augmenter, passant de moins de 10% sur la période 2015-2018 à 15% en 2020. Les huiles dont le volume d'importation est en

augmentation sont : l'huile de tournesol (3%) l'huile de fleur de soja (2%) et l'huile d'olive (2%). Il faut noter que l'huile de tournesol provient en grande partie de l'Ukraine. La désagrégation par pays des importations d'huile de tournesol montre que certains pays seront plus ou moins affectés par cette crise en raison des pays d'origine des huiles consommées.

Les Pays tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et la Sierra Leone, importent plus de 46% de leur consommation d'huile de tournesol principalement de l'Ukraine. Ces pays pourraient éventuellement être contraints de changer la provenance de leur approvisionnement en huile de tournesol.

**Graphique 3 :** Part des importations d'huile de tournesol par pays: 2020

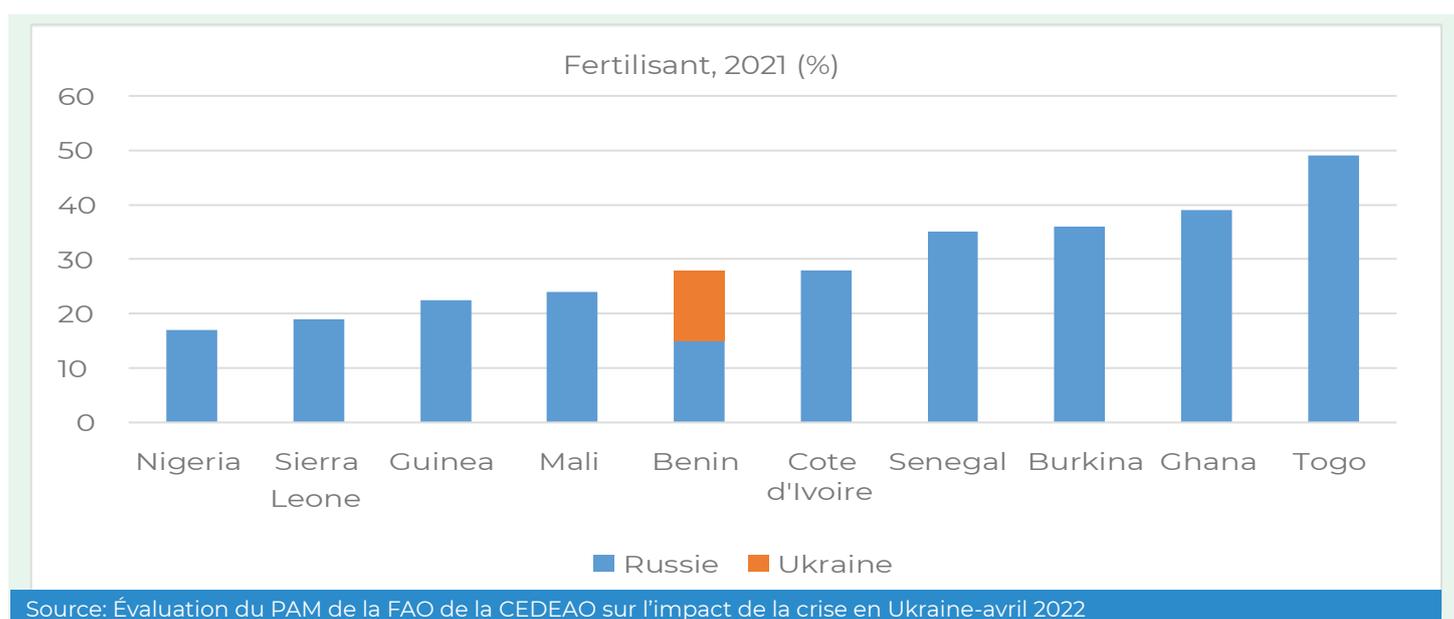


## Fertilisants

Bien que les pays de la CEDEAO utilisent moins d'engrais que ceux des autres continents (Amérique, Europe ou d'Asie), il n'en demeure pas moins qu'ils restent dépendants des importations d'engrais en général, et en particulier des importations en provenance de la Russie et de l'Ukraine. La Russie a fourni plus de 50 pour cent des importations de potasse à la Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal et à la Sierra

Leone. On estime que la région sera confrontée à un déficit d'engrais compris entre 1,2 et 1,5 million de tonnes, soit entre 10 et 20 millions de tonnes d'équivalent céréales. En d'autres termes, la région pourrait connaître une perte de production céréalière d'environ 20 millions, soit plus d'un quart de la production enregistrée en 2021 (73 millions de tonnes).

**Graphique 4:** Dépendance à l'égard des importations d'engrais en provenance d'Ukraine et de Russie



## Risque accru de pénurie d'engrais

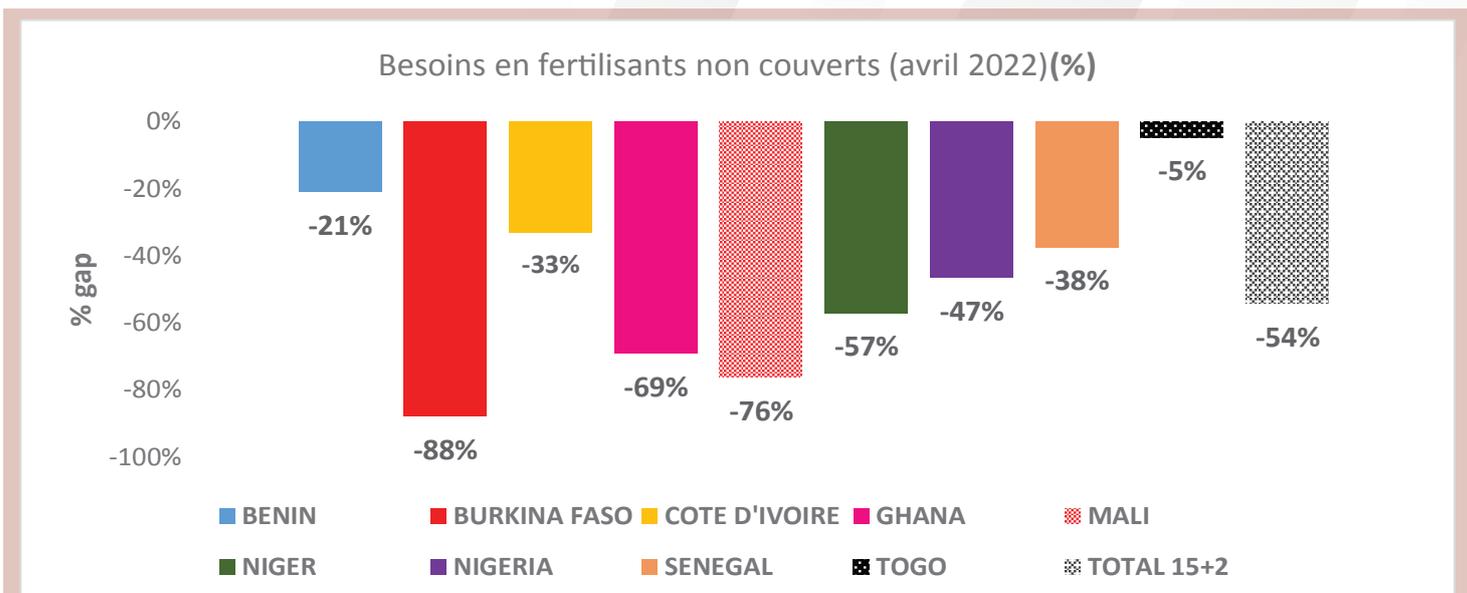
L'évaluation de la disponibilité des engrais dans la région est basée sur les demandes des pays ayant fourni des données et la situation du marché international des engrais. Les principales propositions pour l'évaluation des capacités de production et de la disponibilité de l'approvisionnement en engrais existants ont été faites par le projet ENGRAIS/USAID. Les données fournies montrent qu'en Afrique de l'Ouest et au Sahel, seuls 46% des besoins en engrais étaient couverts au 30 avril 2022. À très court terme, les pays qui sont sur le point d'être les plus touchés par la pénurie d'engrais sont le Burkina Faso, le Ghana et le Mali. Quant aux autres pays, ils seront confrontés à une pénurie d'engrais lors de la prochaine campagne si rien n'est fait ou si la crise perdure.

Le graphique 5 ci-dessous montre l'écart entre la demande d'engrais dans la campagne agricole

de 2022 et la disponibilité actuelle (en avril 2022). Les résultats montrent que les besoins en engrais ne sont pas entièrement couverts, car les stocks disponibles déclarés sont bien inférieurs aux besoins estimés dans tous les pays. Le déficit varie entre -5% (Bénin) et -88% (Burkina Faso).



**Graphique 5:** Déficit en engrais par pays



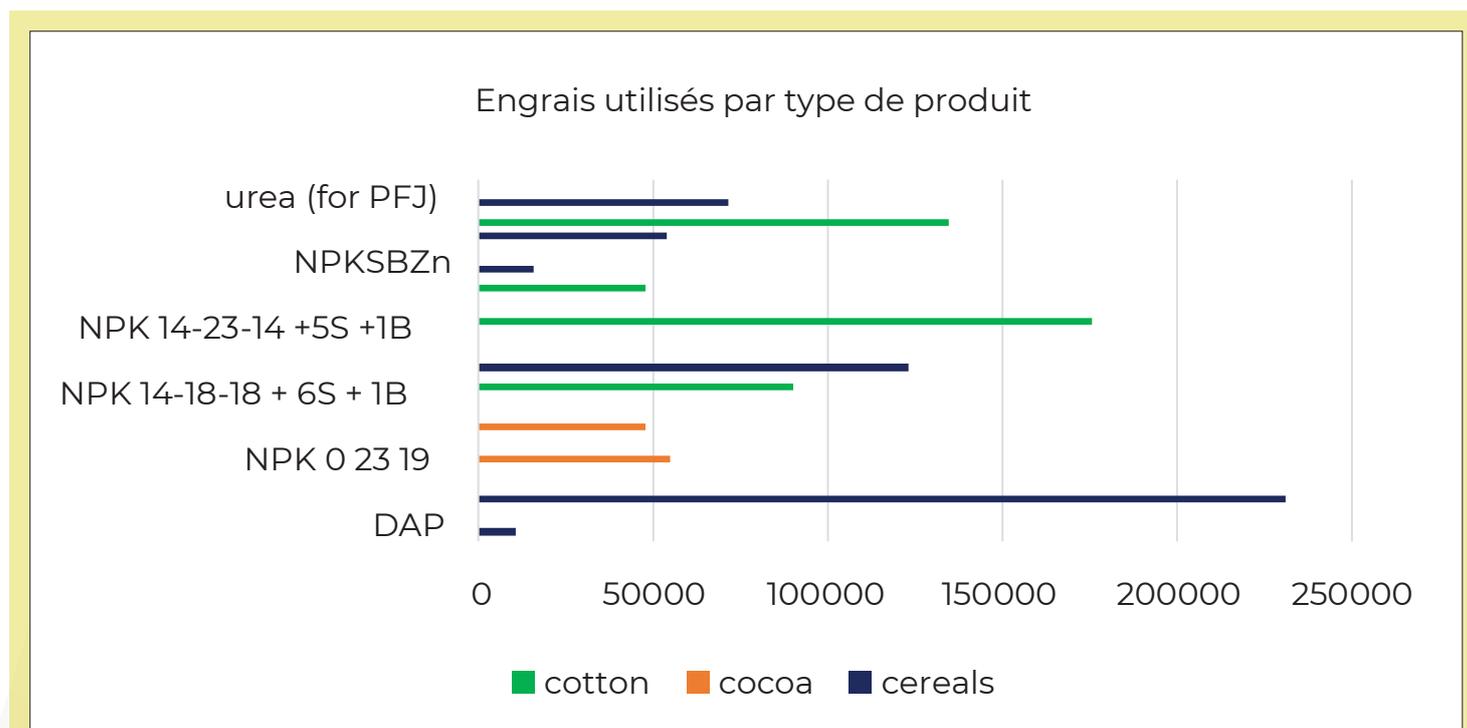
Source: Évaluation du PAM de la FAO de la CEDEAO sur l'impact de la crise en Ukraine-avril 2022

Certains type d'engrais sont demandés beaucoup plus que d'autres. Le graphique 6 ci-dessous illustre l'importance des types d'engrais utilisés dans la sous-région. Certains produits agricoles sont dépendants de types d'engrais spécifiques. Par exemple au Ghana selon le programme PFJ (Planting for Food and Jobs), les cultures céréalières dépendent fortement de l'engrais Azote, Phosphore et Potassium (NPK),

tandis que le cacao utilise principalement le NPK 0-23-19.

Si un approvisionnement adéquat de ces catégories d'engrais n'est pas assuré, la conséquence immédiate serait un déficit de production plus important pour les produits concernés, puisque les projections faites sur la baisse de la production n'avaient pas pris en compte l'indisponibilité de ces engrais.

**Graphique 6:** Engrais utilisés par type de produit agricole



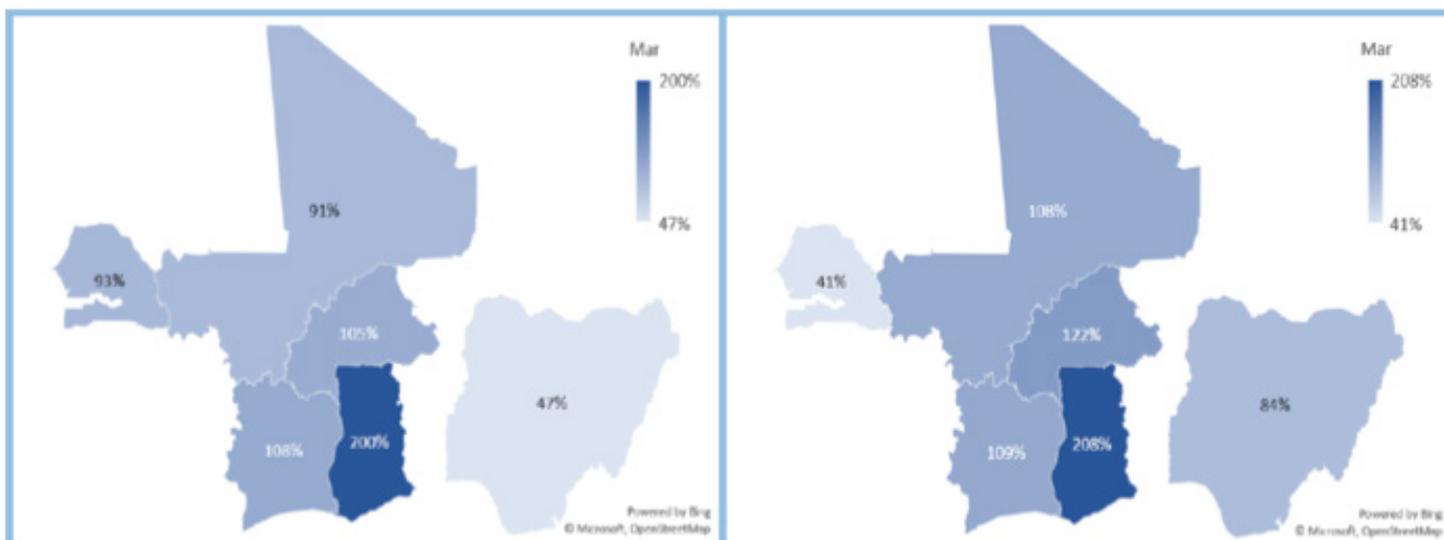
Source: Évaluation du PAM de la FAO de la CEDEAO sur l'impact de la crise en Ukraine-avril 2022

La pénurie de certains types d'engrais a eu un impact considérable sur leur prix sur le marché. Les prix de l'urée sont encore 2,5 fois plus chers que son prix moyen entre 2016 et 2020 (800 USD la tonne contre 300 USD sur la période précédente).

Au Burkina Faso, le sac d'engrais de 50 kg varie entre 30 000 FCFA et 35 000 FCFA. Les agriculteurs burkinabè ont commencé à utiliser l'urée du Nigeria, qui est récemment entrée sur le marché du Burkina Faso au prix de 28 000 FCFA par sac de 50 kg. Au Ghana, l'urée devient rare là où l'utilisation de sulfate d'ammonium a été considérée comme un substitut à cet engrais.

Le ministère ghanéen de l'Agriculture a publié les prix subventionnés approuvés des intrants pour la saison de plantation 2022. Il en va de même pour les prix des engrais phosphatés (DAP, MAP, TSP, NPK) qui restent chers et difficiles à trouver pour les approvisionnements. Par exemple, la Côte d'Ivoire, qui est le premier pays producteur de cacao, a connu une variation du prix de NPK 0-23-19, qui est passé de 14 000 FCFA par sac de 50 kg à 25 000 FCFA (+79%). L'urée a doublé, passant de 15 000 FCFA à 30 000 FCFA. La potasse est rare car la CEDEAO est largement dépendante de la Russie et de la Biélorussie (20 à 50% selon les pays).

**Carte 1:** Variation annuelle du prix de l'urée entre mars 2021 et mars 2022 (à gauche) et par rapport à la moyenne sur 5 ans (à droite).



Source: Africa Fertilizer

Dans certains pays de la région, des contraintes d'offre ont été identifiées. Un exemple de ceci est le Mali où environ 100 000 tonnes ont été bloquées à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Sénégal (Africa Fertilizer, janvier 2022).

En outre, les coûts des engrais pour le coton continueront également à augmenter, ce qui aura un impact sur les recettes fiscales des pays exportateurs de coton (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal). Si un approvisionnement adéquat de ces catégories d'engrais n'est pas assuré, la conséquence immédiate serait un déficit de production plus important pour les produits concernés, puisque les projections faites sur la baisse de la production n'avaient pas pris en compte l'indisponibilité des engrais. On s'attend donc à ce que le risque élevé de réduction des récoltes fasse encore grimper les prix des denrées alimentaires dans notre région.

### En moyenne, 20% de baisse prévue de la production agricole en 2022 par rapport à la moyenne 2017-2020 de certains pays.

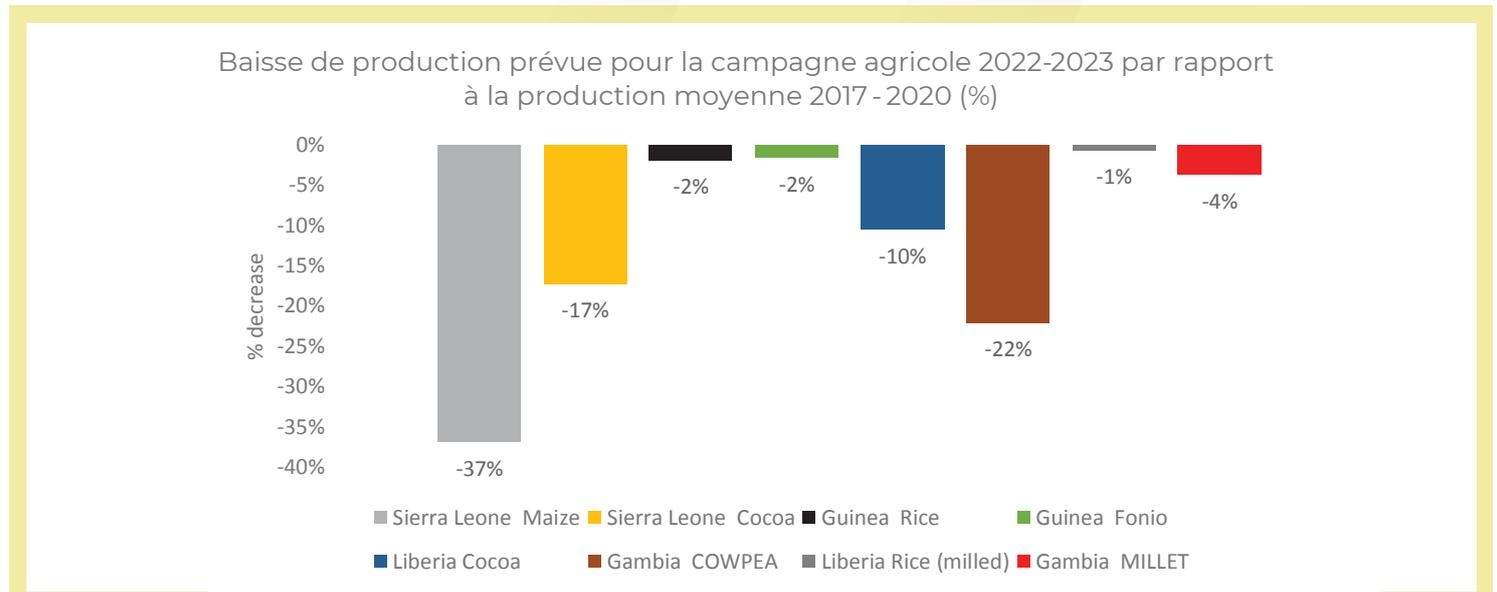
La production agricole a fluctué au cours des dernières années. Selon la CEDEAO, la production céréalière totale (maïs, riz, mil, sorgho, fonio et blé) attendue au Sahel et dans les pays d'Afrique de l'Ouest pour la campagne agricole 2021/2022 est de 73,3 millions de tonnes. Cette production est en baisse de 1,8% par rapport à l'année dernière pour l'ensemble des pays.

Dans le Sahel, la production céréalière a diminué de 11% par rapport à la moyenne sur cinq ans. Le graphique 7 montre que la production agricole prévue pourrait diminuer dans certains pays et que ce déclin a un impact aussi bien sur les cultures vivrières que sur les cultures de rente.

Peu de pays ont partagé des données de projections de leur production agricole. Mais avec les données disponibles, on voit que la production

moyenne sur la période 2017-2020 comparée aux projections pour 2022 et 2023 montre un net déficit de production pour certains produits.

**Graphique 7:** Comparaison des projections de production pour 2022 et 2023 avec la moyenne 2017-2020



Source: Évaluation du PAM de la FAO de la CEDEAO sur l'impact de la crise en Ukraine-avril 2022

La pénurie d'engrais pourrait entraîner une baisse de production de 10 à 20 millions de tonnes, soit près de 20 % de la production céréalière de 2021-2022. Ces déficits sont liés à

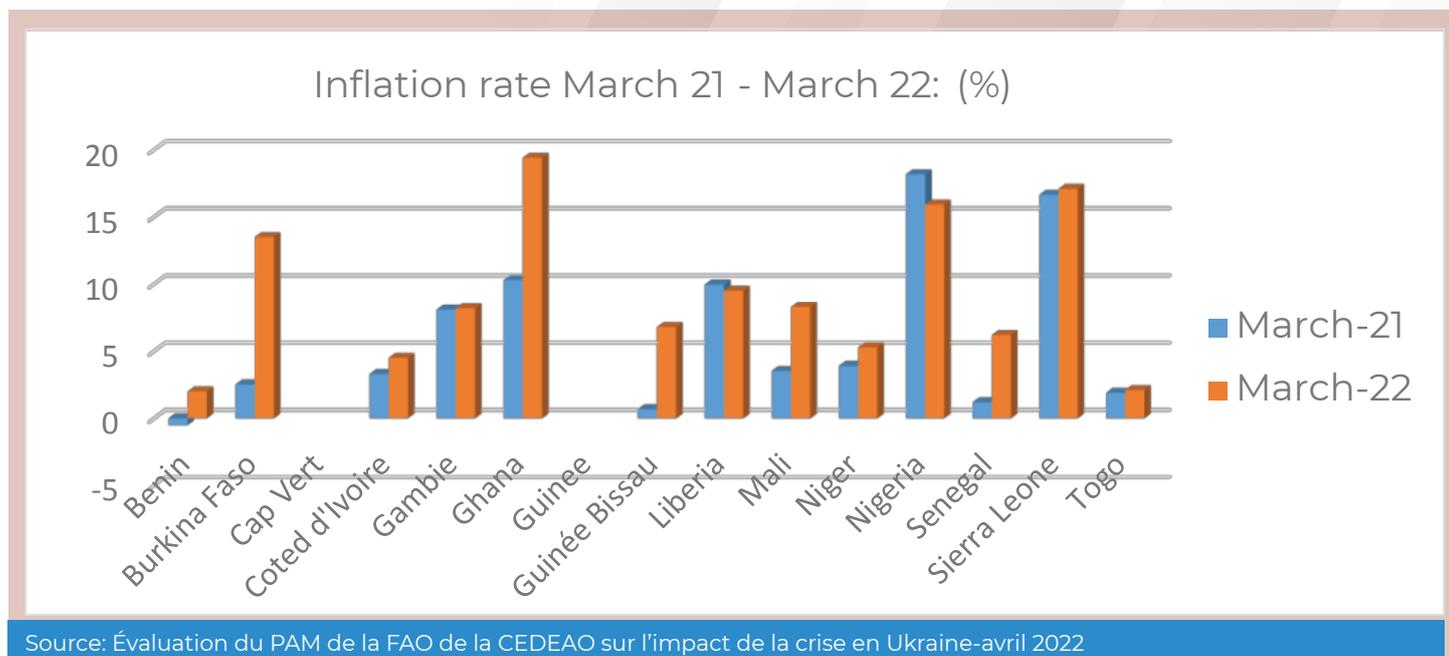
plusieurs facteurs préexistants mais seront aggravés par la pénurie d'engrais induite par le conflit en Ukraine.

## Inflation et dépréciation de la monnaie

L'inflation élevée au Nigeria et les mesures restrictives sur les exportations alimentaires du Nigeria, du Bénin, du Burkina et du Mali ont un impact très négatif sur le Niger, qui vient de connaître l'une des pires saisons agricoles depuis 2005. En conséquence, les prix des denrées alimentaires sont extrêmement élevés. L'Indice FAO des prix des denrées alimentaires a grimpé de 12,6% en mars 2022 par rapport à février 2022 et a atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990. Cette augmentation

est principalement attribuable aux niveaux records atteints par l'augmentation des sous-indices de tous les produits alimentaires, à savoir les huiles végétales, les céréales, la viande, le sucre et les produits laitiers. L'inflation actuelle est étroitement liée à l'inflation alimentaire avec la hausse des prix des denrées alimentaires. L'inflation contribue à l'érosion du pouvoir d'achat des ménages, détériore les termes de l'échange et affecte toutes les catégories socio-économiques.

**Graphique 8:** Inflation en glissement annuel



Si l'on examine l'évolution des taux de change des principales devises de la région avec le dollar américain, par rapport aux niveaux moyens de l'année précédente, on constate que plusieurs devises se sont dépréciées. Le Naira nigérian (NGN) au niveau du Bureau de Change (BDC) s'est encore déprécié (-14%). D'autres dépréciations plus faibles mais significatives au niveau interbancaire concernaient le Leone sierra-léonais (SLL) (-9%), les francs CFA de BCEAO (XOF) et l'escudo capverdien (CVE), qui sont

rattachés à l'euro (-5%). Cependant, au cours de la même période, le dollar libérien (LRD) et le franc guinéen (GNF) se sont appréciés.

Par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, toutes les autres monnaies sont inférieures à leur valeur moyenne, à l'exception du GNF, qui s'est légèrement apprécié. Les dépréciations les plus importantes ont été enregistrées dans le SLL, le cedi ghanéen (GHS) et le NGN (taux interbancaires et bureaux de change).

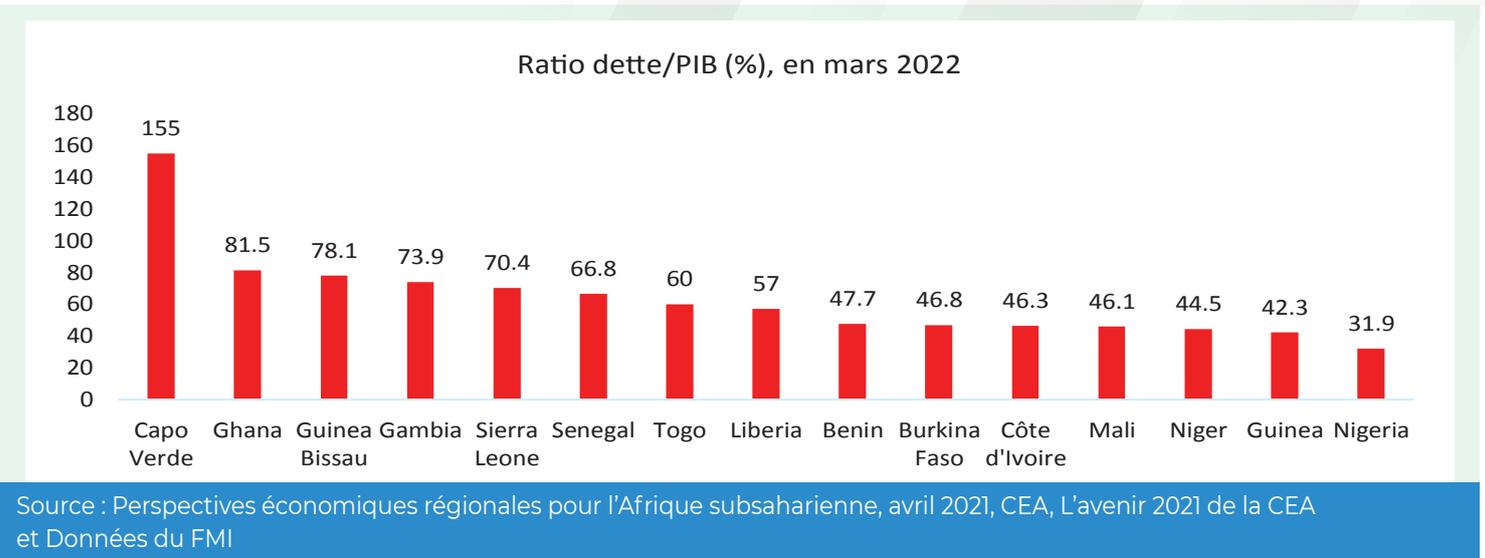
## Risque accru d'une nouvelle crise de la dette plus difficile que dans les années 70 et 80 pour certains pays

Au niveau macroéconomique, le déficit budgétaire de la sous-région s'est creusé en 2020, principalement en raison des dépenses liées aux effets de la Covid 19, qui ont entraîné un manque à gagner, une diminution de l'assiette fiscale en raison de la contraction économique et une baisse des importations et des exportations.

L'une des mesures mises en œuvre par les pays pour faire face aux dépenses publiques a été l'utilisation de la dette, qui a eu des répercussions

Le graphique ci-dessous illustre le niveau d'endettement des pays de la région. Les pays ont dû emprunter massivement pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid 19. Selon le rapport de la CEA sur "L'avenir 2021 de la CEA" et les données du FMI : "Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, avril 2021", certains pays de la CEDEAO, dont le Cap-Vert, le Ghana, la Gambie et la Sierra Leone, ont même été classés comme des pays à fort endettement.

Graphique 9: Ratio dette/PIB en mars 2022



Au Cap-Vert, au Ghana, en Guinée-Bissau, en Gambie et en Sierra Leone, le ratio dette/PIB dépasse le plafond de 70 % défini dans le pacte de convergence de l'UEMOA.

## Augmentation généralisée du prix des denrées alimentaires de base

### Offre contre demande

L'offre régionale de céréales est particulièrement faible cette année par rapport à l'année dernière. En mars 2022, l'Afrique de l'Ouest a atteint une production céréalière totale (maïs, riz, millet, sorgho, fonio et blé) de 73 millions de tonnes pour la campagne 2021-2022, soit une baisse de 2,2% par rapport à la campagne précédente. Elle varie selon les bassins et les spéculations. En effet, les céréales importées, en particulier le riz et le blé, sont actuellement les plus disponibles par rapport aux céréales locales.

Dans le bassin oriental de la région du Sahel, la production agricole a été relativement faible (-4%). Cependant, il a été catastrophique au Niger (-39%) par rapport à la moyenne sur 5 ans, mais relativement bon au Bénin (+6%) et au Nigeria (+2%).

Ce bassin comprend quatre zones d'insécurité alimentaire qui perturbent le fonctionnement des marchés : la zone liptako-gourma (ouest du Niger, nord du Bénin), la zone centrale du Nigeria, le sud du Niger et la région du lac Tchad. Cela fait du bassin oriental le plus touché par l'insécurité civile. La forte inflation au Nigeria et les mesures limitant la sortie des aliments du Nigeria, du Bénin, du Burkina et du Mali ont un impact très négatif sur le Niger, qui vient de connaître l'une des pires campagnes agricoles depuis 2005. En conséquence, les prix des denrées alimentaires sont extrêmement élevés.

Dans le bassin central, l'offre céréalière locale est très faible car la production céréalière a chuté d'en-

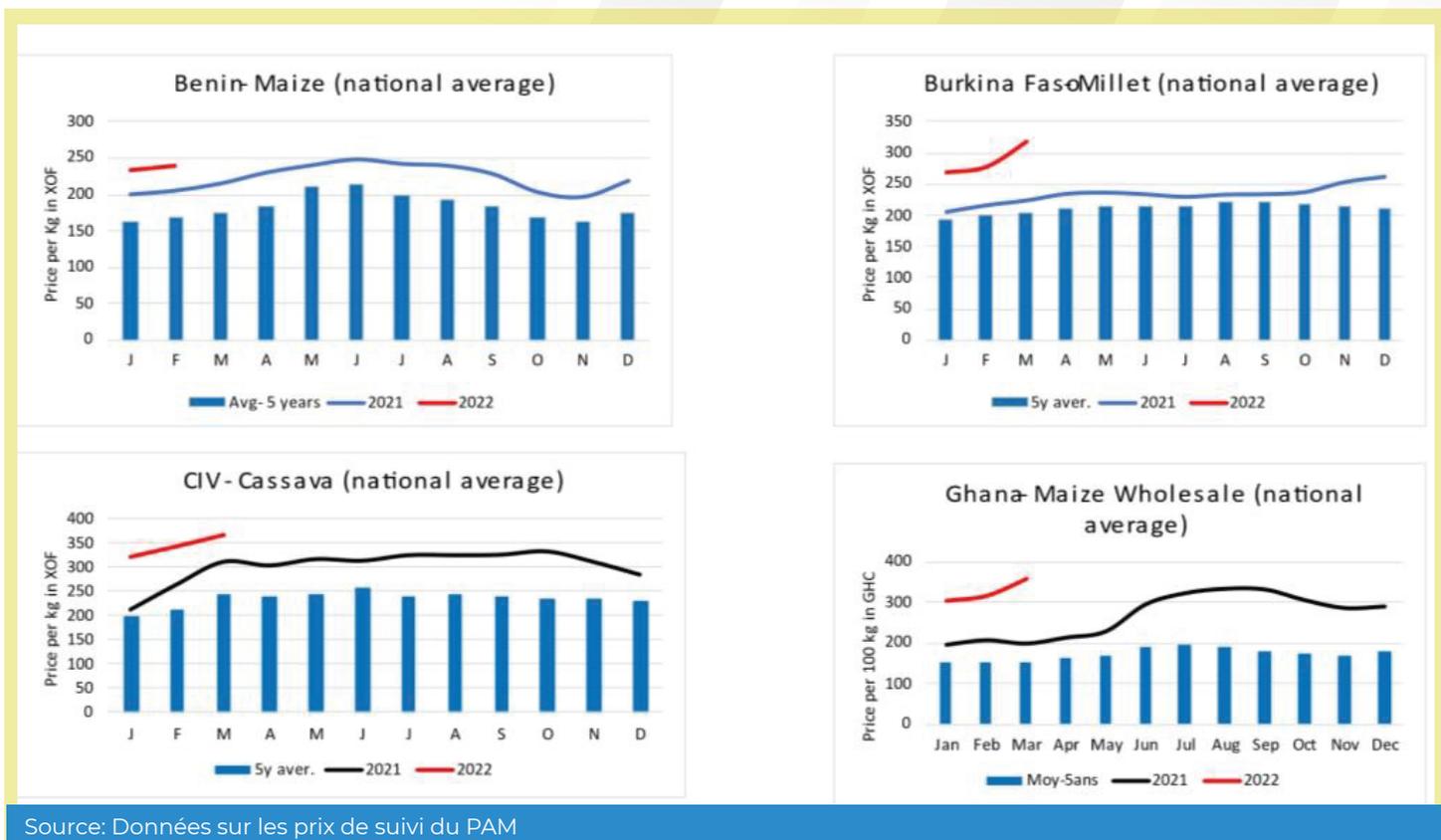
viron 15% pour le Mali et de 10% pour le Burkina Faso par rapport à la campagne précédente. Les mesures prises par les pays (Burkina, Bénin, Mali et Côte d'Ivoire) pour restreindre les exportations de céréales ont complètement perturbé les flux transfrontaliers.

Cela a rendu impossible la régulation de l'approvisionnement avec les flux habituels en provenance du Ghana et de la Côte d'Ivoire. Les flux internes sont également perturbés en raison des troubles civils au Mali et au Burkina (environ 2 millions de personnes déplacées pour ces deux pays). L'embargo sur le Mali a aggravé la situation. La demande est particulièrement élevée, ce qui provoque une certaine pénurie de mil (-26%), de sorgho (-24%) et de maïs (-1%). Les approvisionnements en maïs sont très fortement demandés par les industries de la brasserie et de la volaille, dont le nombre augmente rapidement. Le Ghana (un pays du bassin qui a annoncé une bonne production) est toujours affecté par l'inflation et le coût élevé de la vie. Les prix des céréales locales ont atteint de nouveaux sommets dans plusieurs pays de la sous-région, en raison de la faiblesse des disponibilités sur le marché et des perturbations liées aux conflits.

Par rapport à la moyenne quinquennale, ces hausses de prix sont de 30 % pour le maïs, 26 % pour le mil, 24 % pour le sorgho et 18 % pour le riz.

Les plus fortes hausses de prix ont été observées en Sierra Leone, au Libéria, au Ghana, au Togo, au Bénin et au Nigeria.

**Graphique 10:** Évolution des prix des denrées alimentaires dans certains pays



Source: Données sur les prix de suivi du PAM

La moyenne des prix des 5 dernières années est comparée aux prix moyens de chaque produit en 2021 et au premier trimestre 2022. Les niveaux de prix du premier trimestre de 2022 sont supérieurs à la moyenne des cinq dernières années, mais aussi aux prix de l'année dernière. Dans certains pays, pour certains produits, on observe une accélération de la hausse des prix. Les prix du premier trimestre dépassent de loin dans certains pays les prix enregistrés pendant le pic de la période de soudure.

### Prix des céréales

Les niveaux de prix des céréales sont particulièrement élevés cette année. Par rapport à la moyenne des 5 dernières années pour les mêmes périodes, les prix sont en hausse de **33 à 37% au cours du mois de mars 2022 contre la hausse de 23 à 27%** observée en novembre dernier au moment de la récolte (+10 points de pourcentage). Les hausses de prix sont notables pour toutes les céréales.

Les céréales locales sont les plus touchées, en particulier le maïs qui, malgré une production régionale assez stable, a été le plus perturbé par la forte demande des ménages en sorgho et en mil, l'arrêt des flux transfrontaliers, la rétention des stocks à des fins de spéculation, et les demandes

demandes des industries (brasseries, les fermes avicoles et fabrication d'aliments pour le bétail). Les hausses de prix du mil et du sorgho sont dues à la baisse significative de la production régionale due aux problèmes de précipitations et à l'insécurité civile, qui ont empêché certaines zones de cultiver cette année. Selon les bassins, comme mentionné ci-dessus, le bassin oriental est celui qui est le plus touché par la hausse des prix, suivi du bassin central. Dans le bassin occidental, l'augmentation a été plus modérée dans l'ensemble. Cependant, si l'on descend au niveau national, les pays avec les augmentations les plus spectaculaires sont : **le Nigeria, la Sierra Leone (62 %), le Togo (48 %), le Libéria, le Mali, le Burkina Faso, le Bénin et le Niger**. Il s'agit évidemment de variations de prix relatifs par rapport à leurs niveaux moyens des 5 dernières années.

### Situation du marché des tubercules

La production de tubercules a été généralement bonne pour toutes les cultures, ce qui, contrairement aux céréales, a contribué à assurer la disponibilité sur les marchés, à l'exception des patates douces, qui ont connu une légère baisse par rapport à la production de la campagne précédente.

Cependant, en raison de l'inflation générale des facteurs de production et de transport dans les principaux pays producteurs de tubercules, à savoir **le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Bénin**, les prix sont restés élevés, principalement pour **l'igname**, qui est en forte demande dans **les pays sahéliens ; le manioc**, qui est transformé en **Gari et Attiéké, et est également en forte demande dans les pays sahéliens.**

L'augmentation du prix du manioc varie de 30 à 80%. La Sierra Leone a enregistré la plus forte augmentation (73 %). L'augmentation du prix de la patate douce oscille entre 60% et 80%. La plus forte augmentation des prix est enregistrée en Gambie (78%). L'augmentation du prix de l'igname varie de 30% à 60%, la plus forte augmentation ayant été observée au Ghana.



## L'augmentation du prix des hydrocarbures

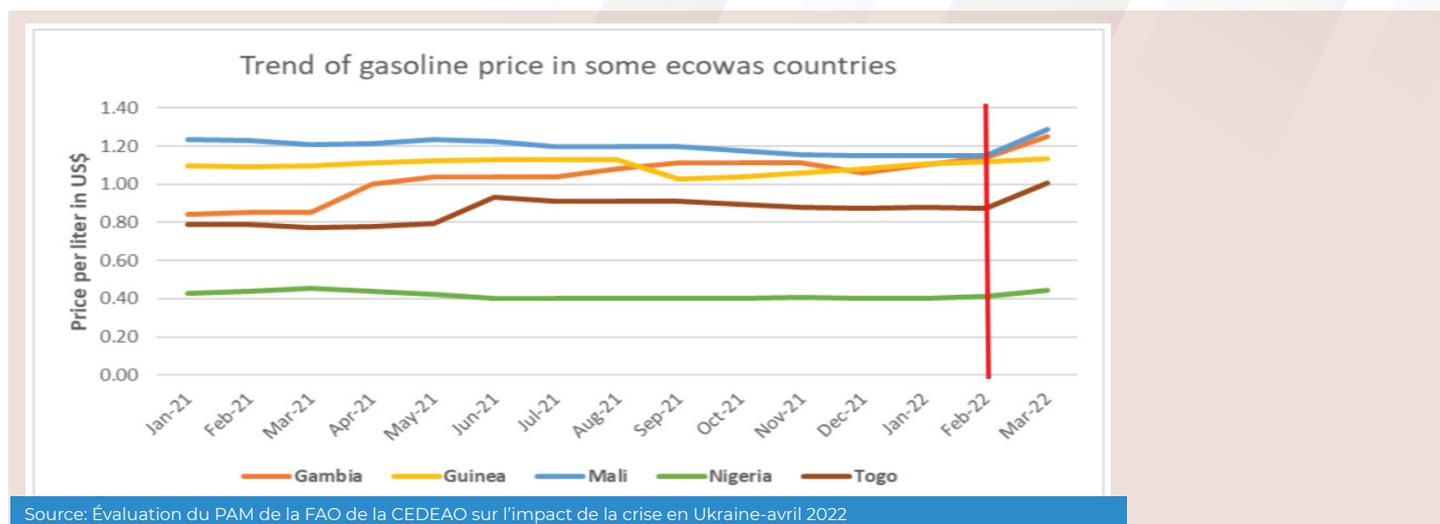
Le monde est confronté à une crise inflationniste due à la hausse des coûts des matières premières, des combustibles fossiles, des intrants chimiques et du transport logistique (voir Indice FAO des prix des denrées alimentaires). Les fluctuations des prix mondiaux du pétrole affectent les économies des pays d'Afrique de l'Ouest et entraînent des hausses systématiques des prix des matières premières et des denrées alimentaires. Déjà en mars, les prix des hydrocarbures ont commencé à augmenter à un rythme accéléré, comme le montre le graphique ci-dessous dans des pays

tels que le Mali, le Niger, le Togo, le Nigeria et le Ghana.

L'impact combiné de la hausse du pétrole brut et du fret entraîne une augmentation des coûts de transport dans la région. L'augmentation du coût du transport se répercute sur le prix des denrées alimentaires puisque le coût du transport représente en moyenne 15 à 20% du coût total des denrées alimentaires dans la région.

Cet effet se fait déjà sentir dans certains pays. Par exemple, au Cabo Verde, le coût du transport a augmenté de 60%.

**Graphique 11:** Tendence du prix de l'essence de janvier 2021 à mars 2022



### Aggravation de l'insécurité alimentaire dans la sous-région.

Les conclusions du Cadre Harmonisé pour la sécurité alimentaire (mars-mai 2022) indiquent que la situation alimentaire et nutritionnelle pourrait s'aggraver au cours de la période projetée (juin-août 2022), marquée par le déficit alimentaire pour les pays du nord de la région. Le nombre de zones d'insécurité alimentaire augmente et s'étend à de nouvelles régions, ce

qui entraîne des taux élevés d'insécurité alimentaire. Par rapport à la période de soudure 2021, les taux d'insécurité alimentaire sévère (correspondant à la crise aux pires phases) passent de 27,1% à 38,2%, soit une augmentation de 70%. Il est important de noter que ces projections n'ont pas pris en compte les effets de la crise ukrainienne, ce qui signifie que les proportions d'insécurité alimentaire pourraient être très alarmantes pendant la période de soudure 2022.

**Graphique 12:** évolution de la sécurité alimentaire de 2014 à 2022



### Obstacles importants au commerce.

Les tracasseries routières continuent de miner le flux des marchés régionaux. Cela met en péril les mesures prises par les autorités politiques régionales en s'appuyant sur la fluidité du commerce transfrontalier des produits agricoles afin de réduire l'insécurité alimentaire. La CEDEAO et ses partenaires, en collaboration avec les parties prenantes, surveillent le harcèlement sur les principaux corridors internationaux. Cela inclut le nombre de points de contrôle (police, douanes, gendarmerie et autres) sur les itinéraires, les montants illégaux payés par les transporteurs et le temps perdu

par les transporteurs en raison de ces points de contrôle. Même si ces points de contrôle sont très importants dans un contexte d'insécurité ou pour contrôler la sortie des produits alimentaires, ils peuvent avoir un impact négatif sur les flux transfrontaliers et réduire les échanges avec le reste du monde et affaiblir l'intégration régionale. Il y a en moyenne **59 points de contrôle par corridor de 1152 km**. Cela correspond à **4 à 13 points de contrôle aux 100 km**. **Les paiements illégaux vont de 205 à 1435 dollars par voyage**. Il y a une augmentation de 7 à 8% entre 2021 et 2020. Cela se traduit également par une perte de temps estimée de 74 à 291 minutes par trajet.

## V- Recommandations

### Mesures à court terme

**1.** Supprimer les obstacles au commerce et mettre fin aux interdictions d'exportation, car nous devrions réduire la pression sur les marchés en augmentant les approvisionnements en nourriture et en engrais ;

**2.** Soutenir la production alimentaire locale, en facilitant l'accès des petits exploitants aux engrais produits et stockés localement ;

**3.** Encourager les systèmes d'irrigation de faible technologie dans les zones sèches et rurales, en particulier au Sahel, ainsi que les systèmes d'irrigation à grande échelle pour aider à réduire la dépendance des petits exploitants aux pluies ;

**4.** Promouvoir l'augmentation des capacités de production existantes des entreprises du secteur privé qui produisent des engrais dans la région ;

**5.** Réorienter immédiatement une partie des ressources pour accroître le soutien aux ménages les plus vulnérables (personnes en situation d'insécurité alimentaire et/ou personnes déplacées à l'intérieur du pays) grâce à l'expansion des systèmes de protection sociale afin d'atténuer les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole ;

**6.** Développer un mécanisme robuste d'achat groupé à l'échelle des corridors portuaires et routiers dans la région de la CEDEAO, en mobilisant les grands producteurs de la région pour répondre aux demandes des mélangeurs et des importateurs d'engrais ;

**7.** Promouvoir les bonnes pratiques agricoles pour améliorer l'utilisation des nutriments, en particulier l'adoption de semences améliorées par les agriculteurs ;

**8.** Étendre l'utilisation des usines de fabrication d'engrais au Nigeria et au Sénégal à leur pleine capacité ;

**9.** Subventionner et contrôler le prix des engrais et des intrants semenciers

**10.** Accroître l'accès des petits exploitants agricoles aux engrais en améliorant la communication sur leur disponibilité et en encourageant la libération des stocks locaux d'engrais ;

**11.** Réorienter les ressources financières disponibles pour résoudre les problèmes alimentaires urgents ;

**12.** Obtenir l'engagement des gouvernements des Etats membres à mettre en place un système de financement transparent et efficace pour soutenir le secteur privé à mettre en place des systèmes efficaces de subvention des engrais.



## Mesures à moyen et long terme

- 1.** Initier délibérément des changements dans les habitudes alimentaires pour réduire les importations d'aliments produits loin de notre région. Cela devrait commencer dès l'âge scolaire, lorsque les enfants bénéficient de repas scolaires à l'école.
- 2.** Raccourcir les chaînes d'approvisionnement mondiales en investissant dans les capacités régionales et locales de production, de transformation et d'agro-transformation.
- 3.** Augmenter les investissements dans le secteur agricole et, au moins, atteindre l'objectif de la déclaration de Malabo.
- 4.** Soutenir le secteur privé dans l'augmentation de la transformation alimentaire et de la production d'engrais aux niveaux local et régional.
- 5.** Promouvoir une agriculture intelligente face au climat et l'utilisation d'engrais organiques tout en soutenant le développement des chaînes de valeur locales et régionales.
- 6.** Renforcer les réserves alimentaires nationales et régionales pour mieux répondre à ces chocs.
- 7.** Promouvoir l'intégration régionale et tirer davantage parti de la zone de libre-échange continentale africaine.
- 8.** Encourager le développement d'usines régionales de fabrication d'engrais afin de réduire la dépendance à l'égard des importations.
- 9.** Consolider les stocks de réserve d'engrais régionaux et nationaux à utiliser en cas de choc.
- 10.** Constituer un stock stratégique de cultures vivrières de base.
- 11.** Diversifier le panier alimentaire avec des cultures pérennes.
- 12.** Développer l'utilisation d'intrants d'engrais organiques comme complément dans la mesure du possible.
- 13.** Construire des systèmes et des capacités pour l'utilisation à grande échelle d'intrants organiques.
- 14.** Adopter un mécanisme de distribution des produits hydrocarbonés qui soit efficace, pour réduire les cas de détournement des produits pétroliers et exploiter une raffinerie fonctionnelle régulière.

## Contacts et informations

### **Bintia Stephen TCHICAYA**

Fonctionnaire principale chargée des Politiques  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)  
Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest  
Dakar, Sénégal  
E-mail : [bintia.stephentchicaya@fao.org](mailto:bintia.stephentchicaya@fao.org)

### **OLLO Sib**

Conseiller principal, Recherche, Suivi & Evaluation  
Programme Alimentaire Mondial (PAM)  
Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre  
Dakar, Sénégal  
E-mail : [ollo.sib@wfp.org](mailto:ollo.sib@wfp.org)  
Sauver des vies, changer des vies.



**ECOWAS COMMISSION**  
**COMMISSION DE LA CEDEAO**  
**COMISSÃO DA CEDEAO**



**Organisation des Nations Unies**  
**pour l'alimentation**  
**et l'agriculture**



**Programme**  
**Alimentaire**  
**Mondial**